

des partis ouvriers et des organisations syndicales; mais si ce point de vue n'est pas partagé par les autres organisations ouvrières, nous ne l'imposerons pas, d'autant plus que le mouvement républicain de gauche en Catalogne a un caractère profondément populaire—qui le distingue radicalement du républicanisme de gauche espagnol, essentiellement bourgeois—et que les masses paysannes, les secteurs ouvriers qui constituent sa base, s'orientent décidément dans la voie de la révolution et sont fortement influencées par les partis et les organisations prolétariennes. L'important est le programme et l'hégémonie garantie du prolétariat. Dans cette voie, il ne peut subsister de doute: le nouveau gouvernement qui se forme doit faire une déclaration de principes sans équivoque, affirmant sa volonté de traduire en légalité révolutionnaire l'impulsion des masses, s'orientant vers la révolution socialiste. Quant à l'hégémonie prolétarienne, la majorité absolue des représentants ouvriers l'assurera pleinement.

Un gouvernement de ce caractère imprimera une grande accélération à la révolution sur toute la péninsule. L'exemple de la Catalogne enhardira la classe travailleuse de tout le pays et cet exemple sera suivi avec enthousiasme, malgré les tentatives des partis traditionnels de la classe ouvrière espagnole pour contenir la révolution. En conclusion, le Comité Central estime que le Parti doit donner tout son appui à la formation de ce Gouvernement et accepter d'en faire partie.

Cette collaboration pourrait échouer seulement dans le cas où toutes les organisations de la classe ouvrière n'entreraient pas dans le nouvel organisme et en premier lieu la C. N. T. et la F. A. I. Si pour obtenir cette collaboration, il est nécessaire de renoncer au nom de gouvernement, notre parti n'y voit aucun inconvénient. Qu'on l'appelle Gouvernement, Junte ou Conseil, l'essentiel est que se constitue immédiatement cet organisme que les circonstances exigent impérieusement.

Le nouveau Gouvernement de la Généralité

Le 26 septembre, un nouveau gouvernement a remplacé le gouvernement Casanova. La crise était déjà ouverte depuis quelques jours à la suite des discussions et des échanges de vue qui avaient eu lieu entre les diverses organisations et partis ouvriers. L'opinion qu'avait exprimé le Comité Central du P. O. U. M. fut approuvée dans ses grandes lignes par la C. N. T. et la F. A. I. et ses deux dernières organisations, acceptant de réviser leur attitude antérieure, décidèrent de participer aux travaux de ce nouveau gouvernement et de s'y faire représenter. Le nouveau gouvernement qui s'appelle Conseil de la Généralité de Catalogne fut ainsi formé:

Défense: Lt-Colonel Sandino (Indépendant).
Justice: André Nin (P. O. U. M.)
Finances: José Terradellas (E. R. C.)
Culture: Ventura Gassol (E. R. C.)
Sécurité intérieure: Artemio Aguadé (E. R. C.)
Economie: Juan Fàbregas (C. N. T.)
Approvisionnements: Juan Domenech (C. N. T.)
Santé et Assistance sociale: Garcia Birlan (C. N. T.)
Services Publics: Juan Comorera (P. S. U. C.)
Travail et oeuvres publiques: Miguel Valdés (P. S. U. C.)
Agriculture: José Calvet (U. de Rabassaires).
Conseiller sans portefeuille: Rafael Closas (A. C.)

La U. G. T. n'y a pas de délégués directs, mais elle s'est fait représenter par le P. S. U. C. Le Président de la Généralité, M. Companys, a délégué les fonctions exécutives à M. Terradellas.

Le nouveau Gouvernement, le Conseil de la Généralité, est donc formé de 12 membres: 3 de la C. N. T., 2 du P. S. U. C., 1 du P. O. U. M., d'une part, et 3 de l'Esquerra, 1 de l'Action catalane, 1 de l'Union des rabassaires et le Lt.Colonel Sandino, d'autre part.

Le nouveau gouvernement devait expliquer publiquement les raisons de sa formation, ses projets et son orientation politique. Il le fit immédiatement dans un document qui constitue sa charte.

Son programme immédiat est le suivant:

a) Concentration des efforts maxima dans la guerre, n'épargnant aucun moyen qui puisse contribuer à sa fin rapide et victorieuse. Commandement unique, coordination de l'action de toutes les unités combattantes, création de milices obligatoires et renforcement de la discipline.

b) Reconstruction économique du pays par la mise en exécution du programme du Conseil de l'Economie créé par décret du 11 août passé et qui contient les points suivants: (suivent les 11 points du programme du Conseil de l'Economie que nous avons insérés dans le num. 1 de la Révolution espagnole).

c) Etablissement de la culture populaire sous ses multiples aspects, sous le signe de la *Nouvelle Ecole Unifiée*, afin de per-

mettre à tout enfant capable de passer de l'école primaire aux études supérieures. Stimulation de toutes les manifestations culturelles.

Au lendemain de la constitution du Conseil de la Généralité, l'accueil de l'ensemble de la presse de Barcelone est favorable. Nous reproduisons les opinions de La Batalla et de la Solidaridad Obrera. Le journal Treball, organe du P. S. U. C., quoique favorable au programme du gouvernement, émet quelques doutes sur la sincérité des anarcho-sindicalistes, qualifiant certains de leurs actes d'opportunistes.

«LA BATALLA»

Nous avons mis à notre participation à ce gouvernement les deux conditions suivantes: une déclaration ministérielle d'orientation socialiste et l'intervention active et directe de la Confédération Nationale du Travail.

Nous croyons nécessaire de dire que ce nouveau gouvernement ne nous donne pas pleine satisfaction. Encore moins peut nous satisfaire la proportion numérique qu'on nous a concédée. Nous avons cru rester fidèles interprètes des résolutions du Comité Central en acceptant la collaboration. Les circonstances politiques générales rendaient nécessaire cette détermination, pour toute une série de facteurs qui obligeaient à une action concertée de tous les partis et organisations prolétariennes qui ont des combattants au front.

Tous les organismes ouvriers étant représentés dans le nouveau Conseil de la Généralité, il y a une série de problèmes urgents d'organisation qui peuvent se résoudre rapidement.

Les questions relatives à l'organisation et à la réorganisation de tous les aspects de la lutte militaire priment toutes les autres. L'établissement du commandement unique doit être une réalité dans les plus brefs délais. Une guerre moderne ne se gagne pas seulement par l'esprit guerrier. Il est nécessaire d'avoir une organisation et une préparation parfaite qui fasse se dérouler les combats dans les conditions les plus avantageuses possibles. Pour atteindre cela, la condition essentielle est l'établissement d'un commandement unique centralisé. Il faudra supprimer l'autonomie des colonnes et renforcer la discipline au front et à l'arrière.

Mais il y a aussi une série de problèmes de la révolution qu'il faut obligatoirement résoudre par l'unique orientation qui convienne: la socialiste. La participation des délégués de la Confédération Nationale du Travail facilitera beaucoup cette tâche, quoique il faille avouer que cette organisation est bien souvent intervenue dans les nouvelles modalités économiques avec une improvisation et des critères hétérogènes, créant des difficultés, génératrices de conflit, en ce moment même. Nous devons reconnaître que bien des décisions pratiques adoptées séparément par les syndicats de la Confédération selon des principes primitifs, n'ont pas été sanctionnées par les Comités supérieurs. Par cela même, les représentants confédéraux dans le nouveau Conseil de la Généralité, en conjonction avec les

A bas le blocus!